

Rapport épreuve à option : épreuve d'économie.

Concours D2. – session 2018

Malgré un sujet des plus classiques, le niveau d'ensemble des copies est des plus médiocres.

Sur la forme, les règles de la dissertation sont relativement respectées. Trois limites sont néanmoins à relever. Les introductions tout d'abord, apparaissent souvent démesurées, et les candidat(e)s ont pris la déplorable habitude d'y reléguer tout ce qu'ils ne savent pas insérer dans le plan de leur développement. Dans le pire des cas, c'est après avoir déjà fait l'objet d'un traitement sur plusieurs pages que le sujet est annoncé, en prélude à un développement creux. Pour faire bonne mesure, les conclusions sont souvent décevantes, puisqu'elles se limitent à un résumé agrémenté d'opinions personnelles. Enfin certaines copies se caractérisent par leur liberté avec l'orthographe, la grammaire ou simplement les faits établis.

Sur le fond, le sujet révèle des carences fondamentales chez les candidats qui n'ont pas compris ce que l'inflation et même l'hyperinflation ont de profondément destructeur : évoquer les « menu costs » à propos de l'effondrement de l'économie Allemande en 1923, ou critiquer l'effet sur l'emploi de toute politique anti-inflationniste constituent deux signes d'aveuglement préoccupants. Le sujet s'adressait au bon sens des candidats : évidemment les politiques anti-inflationnistes sont efficaces, puisqu'on ne connaît pas un état qui ait traversé le siècle avec une haute inflation persistante ! Cependant, un grand nombre de copies recourt à des stéréotypes pour simplifier le sujet et le rendre conflictuel. On a donc lu des copies répondant aux questions : « les politiques anti-inflationnistes sont-elles la panacée ? » Ou « les politiques économiques sont-elles efficaces ? » voire « pour ou contre l'inflation ? » De manière générale, les candidat(e)s doivent comprendre que les sujets ne visent pas à susciter des polémiques stériles mais à illustrer les possibilités offertes par l'analyse économique. Dans le cas présent, le sujet commandait de distinguer les instruments de lutte contre l'inflation, et de s'interroger sur leur efficacité. Comme il n'était pas possible d'envisager toutes les possibilités, c'est l'histoire des faits qui devait conduire à choisir d'analyser les combinaisons significatives.

Quatre difficultés majeures semblent grever les copies :

- certains candidats ont encore des difficultés à faire la part des choses entre cette épreuve et une épreuve d'économie *stricto sensu*. Il ne suffit pas de donner quelques (rares et convenus) exemples historiques pour illustrer des raisonnements économiques.
- certains candidats ont adopté une définition bien trop large du sujet, l'étendant à l'ensemble des politiques monétaires, à des développements sur les systèmes monétaires internationaux voire à des considérations sur les politiques commerciales. Les hors-sujets ont donc été nombreux et pénalisants.
- les termes du sujet ont été parfois insuffisamment bien définis par les candidats (attention toutefois à ne pas tomber dans la caricature qui consiste à aligner en introduction les définitions les plus générales jusqu'à l'indigestion). Une politique anti-inflationniste ne recouvre pas les politiques anti-déflationnistes... Le terme de désinflation n'est lui-même que rarement défini et le concept de désinflation compétitive pourtant central pour la dernière période couverte par le sujet n'est quasiment jamais mobilisé.
- des connaissances historiques solides sont attendues de la part des candidats. Ces connaissances ne doivent pas être exhaustives ou encyclopédiques mais doivent reposer sur des fondements rigoureux

et doivent permettre aux candidats d'éviter des erreurs grossières de dates, des analyses fantaisistes et surtout les énumérations sans aucun contenu.

Du point de vue factuel, à défaut d'un inventaire exhaustif, on souligne quelques points de vigilance nécessaires.

- De trop nombreuses copies confondent manifestement Première et Seconde Guerre Mondiale... au-delà même de ce fait, la situation de l'Allemagne occidentale à partir de 1948 n'est quasiment jamais analysée alors que certaines copies mobilisent la notion d'ordolibéralisme
- Le Traité de Versailles est souvent considéré comme la source de tous les maux monétaires du vingtième siècle... et les impacts monétaires et financiers de la guerre apparaissent comme secondaires ! On rappellera à toutes fins utiles que l'Allemagne de 1918 n'avait pas, parmi ses problèmes, à gérer une reconstruction. Le point peut paraître accessoire mais l'argument se retrouve dans une part étonnamment élevée de copies
- Les rapports entre inflation et crise de 1929 sont souvent présentés de façon surprenante... la crise s'est d'abord traduite par une baisse des prix
- Les jugements sur la capacité des Etats à juguler l'inflation sont assez surprenants... notamment pour le cas de l'Allemagne dans l'entre-deux-guerres pour lequel les candidats manquent parfois de repères chronologiques solides...
- La situation française post 1945 est souvent absente... ou se caractérisent par des connaissances historiques très insuffisante (Mayer / Mendès-France)
- Les politiques de *stop and go* sont également très peu analysées
- La politique de désinflation compétitive est quasiment universellement oubliée
- Plus généralement, les liens entre inflation et compétitivité ou encore entre inflation et financement de l'économie ne sont quasiment jamais abordés
- Les développements sur les pays en développement ou émergents sont souvent très réduits ou alors limités au contrecoup des politiques engagées dans les pays développés dans les années quatre-vingt